

Art. 5. Notre Premier Ministre et Notre Ministre du Budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril, le 12 août 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
W. MARTENS
Le Ministre du Budget,
Ph. MAYSTADT

**MINISTÈRE DE L'INTERIEUR
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

F. 85 — 1732

**Arrêté royal portant création d'un Conseil supérieur
et de Commissions provinciales de prévention de la criminalité**

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que le Gouvernement a l'honneur de soumettre à Votre signature vise à créer auprès des autorités administratives des organes d'études propres à définir la politique de prévention criminelle ainsi qu'à déterminer les mesures et les moyens que celle-ci implique.

La prévention se justifie par l'évolution de la société et de la criminalité qui l'accompagne. Elle s'inscrit dans le cadre de la police administrative générale dont elle constitue une préoccupation majeure et immédiate : prendre en considération les rapports humains de manière à éviter la commission d'infractions.

Les mesures répressives ne peuvent suffire à limiter le développement de cette criminalité ni celui de ses conséquences sur la qualité de la vie de la population.

Les questions liées à la prévention de la criminalité sont diverses et multiples. Elles font l'objet d'une problématique relativement complexe à mesure que la prévention s'étend à de nouveaux secteurs de l'activité humaine.

Eu égard à cette complexité, il importe de déterminer le cadre conceptuel de la prévention et à cette fin d'établir les distinctions suivantes.

1. La prévention sociale vise les causes de la criminalité.

Elle suppose une étude prospective et le recours à la recherche scientifique multidisciplinaire, de manière à analyser la criminalité en regard avec les conditions générales de son apparition. Il s'agit, entre autres, de remédier à l'émergence d'une criminalité liée à une activité humaine, soit nouvelle, soit prenant un développement tel qu'elle est susceptible de provoquer un véritable phénomène criminel.

La notion de prévention sociale génère elle-même trois formes particulières qui, sans s'exclure, procèdent d'échelles différentes :

— la prévention primaire concerne toute action générale sur les facteurs socio-économiques ou psychologiques d'apparition de la délinquance, comme l'amélioration de l'éducation; de la santé ou de l'insertion professionnelle;

— la prévention secondaire vise les différentes formes d'assistance, qui sont développées dans le but de diminuer certains processus de criminalisation;

— la prévention tertiaire consiste à mettre en œuvre des moyens spécifiques visant à mettre fin ou à réduire une situation délictuelle bien définie, ou de détecter des situations délictuelles non encore révélées. Ces moyens prennent généralement la forme d'une assistance psycho-sociale.

2. La prévention policière implique des mesures, spécifiques aux services de police, visant une forme de criminalité définie. Il s'agit d'actions à court terme destinées à mettre le délinquant potentiel en garde et à avertir les victimes potentielles en leur conseillant certaines mesures à prendre.

Art. 5. Onze Eerste Minister en Onze Minister van Begroting zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril, 12 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Eerste Minister,
W. MARTENS
De Minister van Begroting,
Ph. MAYSTADT

**MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN
EN OPENBAAR AMBT**

N. 85 — 1732

**Koninklijk besluit tot oprichting van een Hoge Raad
en van Provinciale Commissies voor het voorkomen van misdadigheid**

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat de regering de eer heeft aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen strekt ertoe bij de administratieve overheden studieorganen op te richten die geschikt zijn om het beleid inzake criminele preventie te omschrijven en om de door dat beleid vereiste maatregelen en middelen te bepalen.

De preventie is verantwoord door de evolutie van de maatschappij en van de daarmee gepaard gaande criminaliteit. Zij behoort tot de algemene administratieve politie waarvan zij een dwingende en onmiddellijke zorg is : de menselijke betrekkingen te baat nemen om het plegen van inbreuken te voorkomen.

De repressieve maatregelen zijn ontoereikend om de ontwikkeling van die criminaliteit of van de gevolgen ervan op de kwaliteit van het leven der bevolking te beperken.

De met de preventie van de criminaliteit samenhangende problemen zijn talrijk en van verschillende aard. Zij zijn het voorwerp van een vrij ingewikkelde problematiek naarmate de preventie zich tot nieuwe sectoren van de menselijke activiteit uitstrekt.

Gelet op die complexiteit is het zaak het conceptuele kader van de preventie vast te stellen en daartoe het volgend onderscheid te maken.

1. De sociale preventie is gericht op de oorzaken van de criminaliteit.

Zij veronderstelt een prospectieve studie en de aanwending van het multidisciplinair wetenschappelijk onderzoek om de criminaliteit te ontleden in verband met de algemene omstandigheden waarin zij voorkomt. Het is ondermeer zaak het verschijnen van een criminaliteit te verhelpen die samenhangt met een menselijke activiteit welke hetzij nieuw is, hetzij een zodanige ontwikkeling neemt dat zij een werkelijk crimineel verschijnsel kan veroorzaken.

Het begrip sociale preventie geeft zelf ontstaan aan drie bijzondere vormen die, zonder elkaar uit te sluiten, uitgaan van verschillende maatstaven :

— de primaire preventie betreft elke algemene werking op de socio-economische of psychologische factoren van verschijning van de misdadigheid zoals de verbetering van de opvoeding, van de gezondheid of van de opnemings in het beroepsleven;

— de secundaire preventie beoogt de verschillende vormen van bijstand die worden ontwikkeld om sommige criminaliseringsprocessen te verminderen;

— de tertiaire preventie bestaat in het aanwenden van specifieke middelen om een wel omschreven strafbare toestand te doen ophouden of te beperken of om nog niet onthulde strafbare toestanden op te sporen. Die middelen nemen doorgaans de vorm van een psycho-sociale bijstand aan.

2. De politieke preventie impliceert voor de politiediensten specifieke maatregelen afgestemd op een vorm van gedefinieerde criminaliteit. Het gaat om acties op korte termijn bestemd om de potentiële dilliquent te waarachuwen en de potentiële slachtoffers te verwittigen door hen aan te raden bepaalde maatregelen te nemen.

Les méthodes utilisées ont un certain impact sur l'organisation de la police, notamment l'articulation, la composition et la fréquence des patrouilles et l'existence d'unités spécialisées comme les agents de quartier, les assistants de police ou les services de protection de la jeunesse.

La collaboration avec d'autres organismes doit permettre la réalisation de mesures préventives les plus adéquates.

Dans cette perspective, doit être mise en avant l'importance qu'il convient de donner à la formation et à l'instruction professionnelles du policier, quelle que soit sa place dans la hiérarchie. L'attitude des services de police vis-à-vis du public est en effet d'une importance primordiale.

3. La prévention technique concerne l'utilisation de moyens matériels qui permettent de limiter les occasions de délinquance ou les conséquences de celle-ci.

Il s'agit généralement de procédés physiques, architecturaux ou électroniques, utilisables par le public sans intervention directe des services de police. Des campagnes d'information et de vulgarisation de certaines attitudes ou de certains de ces procédés ont vu le jour ces dernières années dans notre pays. Il y a lieu de les superviser, de les stimuler et de les coordonner.

4. La notion de prévention pénale ou post-délictuelle est basée sur l'impact du fonctionnement de la justice pénale sur les personnes qui pourraient être amenées à délinquer ou à récidiver.

Il s'agit d'une forme tout à fait particulière de prévention qui échappe au champ d'action de la police administrative.

Le présent projet d'arrêté a pour ambition de rencontrer la prévention criminelle dans le cadre des missions de police administrative des forces de l'ordre ainsi que des relations entre celles-ci et la population. Il a pour but de mieux circonscrire la prévention de la criminalité et de lui donner la place privilégiée qu'elle mérite.

Le premier bénéficiaire doit effectivement être la population et c'est pourquoi un effort particulier doit être consenti en vue de l'approche, de la sensibilisation et de la participation du public. A cet égard, des campagnes visant à informer la population des mesures de prévention matérielles constitueraient un apport d'importance dans la réussite de la politique entreprise.

Il convient ainsi de répondre à un défi de notre temps et de notre société, lesquels se voient confrontés à une criminalité statistiquement croissante et à un certain sentiment d'insécurité.

Depuis quelques années, tant les spécialistes que le public demandent que soient prises les mesures susceptibles de combattre de manière globale et intégrée ce phénomène.

Le Gouvernement, après étude comparative des réalisations à l'étranger et consultation de la gendarmerie et des polices communales, propose la création d'organes de réflexion, d'analyse, de coordination et de planification.

A cet effet, doivent être instaurés un conseil supérieur à l'échelon national ainsi que des commissions provinciales de prévention de la criminalité.

Le conseil supérieur définit les grands axes d'une politique de prévention en fonction des besoins et de l'évolution des diverses formes de criminalité.

Il élabore des programmes nationaux, les met en œuvre, les évalue et en tire toutes les recommandations utiles au Ministre de l'Intérieur et aux institutions et services concernés.

Dans sa tâche de planification et d'évaluation des programmes de prévention, ce conseil disposera de l'infrastructure de l'administration de la Police Générale du Royaume, particulièrement en ce qui concerne le secrétariat et la documentation.

Dans la mesure où, d'une part, la prévention est l'objet de recherches scientifiques en criminologie et, d'autre part, des programmes de prévention sont réalisés depuis de nombreuses années à l'étranger, il convient que le conseil puisse s'en inspirer.

La prévention s'effectue préférentiellement au niveau local, en fonction des formes factuelles de la délinquance. Pour coordonner ces initiatives, la création de commissions provinciales de prévention de la criminalité est proposée.

Elles seront présidées par les gouverneurs de province, de manière à harmoniser les autres compétences exercées au niveau provincial en matière de sécurité.

Les commissions provinciales prépareront des programmes de prévention, les mettront en œuvre, les évalueront et en tireront les recommandations utiles au conseil supérieur.

De gebruikte methodes hebben een bepaalde weerslag op de organisatie van de politie, met name de geleiding, de samenstelling en de frequentie van de patrouilles en het bestaan van gespecialiseerde eenheden zoals de wijkagenten, de politieassistenten of de diensten voor jeugdbescherming.

De medewerking van andere instellingen moet de uitvoering van de geschikste preventieve maatregelen mogelijk maken.

In dat verband moet gewezen worden op het belang dat gegeven dient te worden aan de beroepsopleiding en het onderricht van de politiemans, ongeacht de plaats die hij in de hiërarchie bekleedt. De houding van de politiediensten jegens het publiek is immers van primordiaal belang.

3. De technische preventie betreft de aanwending van materiële middelen die het mogelijk maken de gelegenheden tot delinquentie of de gevolgen hiervan te beperken.

Het betreft doorgaans fysische, architecturale of elektronische procedés die door het publiek kunnen worden gebruikt zonder rechtstreekse tussenkomst van de politiediensten. In ons land werden de jongste jaren informatie- en vulgarisatiecampagnes gevoerd met betrekking tot sommige houdingen of sommige van die procedés. Ze dienen gesuperviseerd, gestimuleerd en gecoördineerd te worden.

4. Het begrip penale of post-delictuele preventie steunt op de weerslag van de werking van het strafrecht op de personen die er zouden kunnen toe gebracht worden te delinqueren of recidive te begaan.

Het betreft een heel bijzondere vorm van preventie die buiten het actieveld van de administratieve politie valt.

Dit ontwerp van besluit heeft tot doel bij te dragen tot de criminele preventie in het kader van de opdrachten van administratieve politie van de ordehandhavers alsook van de betrekkingen tussen deze en de bevolking. Het strekt tot een betere omschrijving van de voorkoming van misdadigheid en wil deze de bevoorrechte plaats toekennen die zij verdient.

De eerste begunstigde moet immers de bevolking zijn en daarom moet een bijzondere inspanning gedaan worden met het oog op de benadering, de sensibilisering en de deelneming van het publiek. Ten deze zouden campagnes tot voorlichting van de bevolking omtrent de materiële preventiemaatregelen een belangrijke inbreng zijn voor het welslagen van het ondernomen beleid.

Aldus is het geboden in te gaan op een uitdaging van onze tijd en van onze maatschappij die geconfronteerd worden met een statistisch stijgende criminaliteit en met een bepaald gevoel van onveiligheid.

Sinds enkele jaren vragen zowel de specialisten als het publiek dat maatregelen worden genomen om dat verschijnsel algemeen en geïntegreerd te bestrijden.

Na een vergelijkende studie te hebben gemaakt van de realisaties in het buitenland en na overleg met de rijkswacht en de gemeentelijke politiediensten, stelt de regering de oprichting voor van organen voor bezinning, analyse, coördinatie en planning.

Daartoe is het nodig een hoge raad op nationaal vlak en provinciale commissies voor het voorkomen van misdadigheid op te richten.

De hoge raad bepaalt de hoofdlijnen van een preventiebeleid volgens de behoeften en de evolutie van de verschillende vormen van criminaliteit.

Hij maakt nationale programma's op, brengt ze ten uitvoer, evalueert ze en haalt er alle aanbevelingen uit die voor de minister van Binnenlandse Zaken en voor de betrokken instellingen en diensten nuttig zijn.

Voor zijn taak van planning en evaluatie van de preventieprogramma's zal die raad beschikken over de infrastructuur van het bestuur van de Algemene Rijkspolitie, inzonderheid wat het secretariaat en de documentatie betreft.

Voor zover de preventie het voorwerp is van wetenschappelijke onderzoeken inzake criminologie en er sinds talrijke jaren in het buitenland preventieprogramma's zijn uitgevoerd, is het geboden dat de raad zich daardoor kan laten leiden.

Preventie wordt bij voorrang op lokaal niveau verricht volgens de feitelijke vormen van de delinquentie. Om die initiatieven te coördineren wordt de oprichting van provinciale commissies voor het voorkomen van misdadigheid voorgesteld.

Zij worden voorgezeten door de provinciegouverneurs zodat de andere bevoegdheden die op provinciaal vlak inzake veiligheid worden uitgeoefend, geharmoniseerd worden.

De provinciale commissies zullen preventieprogramma's voorbereiden, ze ten uitvoer leggen, ze evalueren en er de aanbevelingen uithalen die voor de hoge raad dienstig zijn.

Dans cette perspective, elles seront l'institution de référence pour toute personne, tout service, tout groupe ou association publique ou privée intéressé par la prévention de la délinquance.

Les initiatives au niveau local se doivent, dans la même perspective, d'être encouragées. C'est pourquoi il est recommandé que les situations locales spécifiques soient traitées par les bourgmestres et les commissaires d'arrondissement. Les commissions provinciales auront en l'occurrence un rôle de stimulation et de coordination.

Il semble enfin des plus indiqués, comme souligné précédemment, d'intégrer la notion de prévention dans la formation de nos policiers communaux et gendarmes. A cet effet, l'Institut Supérieur de Police, créé par l'arrêté royal du 21 novembre 1985 est appelé à jouer un rôle essentiel, en liaison et en coopération étroites avec le Conseil de la prévention et les commissions provinciales.

C'est une approche cohérente et intégrée des différents aspects de la prévention criminelle, en ce qu'elle incombe aux autorités administratives, qui a prévalu à l'élaboration du présent arrêté. La définition et la mise en œuvre de cette politique criminelle sont en effet devenues, dans notre société moderne, indispensables à l'équilibre sociologique de celle-ci.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
Ch.-F. NOTHOMB

6 AOUT 1985. — Arrêté royal portant création d'un Conseil supérieur et de Commissions provinciales de prévention de la criminalité

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu l'article 29 de la Constitution;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 6 juin 1985;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Il est créé un conseil supérieur de prévention de la criminalité, ci-après dénommé le « conseil ».

Le conseil est placé sous la présidence du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique ou d'un fonctionnaire délégué par celui-ci.

Le conseil est composé de représentants de la gendarmerie, de la police communale, des milieux intéressés et de fonctionnaires de l'administration de la police générale du Royaume.

Des experts, nationaux et étrangers, peuvent être invités à prendre part aux réunions.

Les membres permanents et occasionnels sont désignés par le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique met le personnel administratif nécessaire à la disposition du conseil.

Le conseil se réunit au moins une fois par trimestre sur convocation du président.

Art. 2. Le conseil est chargé des tâches suivantes :

- l'étude et l'évaluation de la criminalité et l'analyse des besoins en matière de prévention;
- la constitution et la tenue à jour de la documentation relative à la prévention ainsi que l'établissement et le maintien des contacts nationaux et internationaux nécessaires;
- la définition et la planification multidisciplinaire d'une politique nationale en matière de prévention de la criminalité;
- l'élaboration ou l'encouragement de programmes nationaux de prévention, l'estimation des moyens financiers indispensables et l'évaluation de ces programmes.

In dat verband zijn zij de instelling waarop ieder persoon, elke dienst, elke groep of elke openbare of privé-vereniging die te maken heeft met de preventie van de delinquentie, een beroep kan doen.

De initiatieven op lokaal vlak dienen in datzelfde verband te worden aangemoedigd. Daarom is het geraden dat de specifieke lokale toestanden door de burgemeesters en de arrondissementscommissarissen worden behandeld. De provinciale commissies zullen een stimulerende en coördinerende taak hebben.

Tenslotte blijkt het uitermate aangewezen, zoals te voren beklemdoond, het begrip preventie te integreren in de opleiding van onze gemeentelijke politiebeambten en van onze rijkswachters. Het Hoger Politie-Instituut, opgericht bij koninklijk besluit van 21 november 1984, kan daartoe een essentiële taak verrichten in nauwere betrekking en samenwerking met de hoge raad en de provinciale commissies voor het voorkomen van misdadigheid.

Het is in de eerste plaats een samenhangende en geïntegreerde benadering van de verschillende aspecten van de voorkoming van misdadigheid, in zover zij bij de administratieve overheden berust, die het opmaken van dit besluit heeft beheerst. De omschrijving en de tenuitvoerlegging van dat beleid zijn immers in onze maatschappij onontbeerlijk geworden om het sociologisch evenwicht ervan in stand te houden.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,
Ch.-F. NOTHOMB

6 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot oprichting van een Hoge Raad en van Provinciale Commissies voor het voorkomen van misdadigheid

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op artikel 29 van de Grondwet;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting gegeven op 6 juni 1985;

Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Er wordt een Hoge Raad voor het voorkomen van misdadigheid opgericht, hierna de « raad » genoemd.

De raad staat onder het voorzitterschap van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt of van een door deze gemachtigde ambtenaar.

De raad is samengesteld uit vertegenwoordigers van de Rijks-wacht, van de gemeentepolitie, van de betrokken kringen en uit ambtenaren van het bestuur van de Algemene Rijkspolitie.

Nationale en buitenlandse deskundigen kunnen verzocht worden aan de vergaderingen deel te nemen.

De vaste en de losse leden worden door de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt aangewezen.

De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt stelt het nodige administratief personeel ter beschikking van de raad.

De raad vergadert tenminste eenmaal per kwartaal en wordt daartoe door de voorzitter bijeengeroepen.

Art. 2. De raad is met de volgende taken belast :

- de studie en de evaluatie van de misdadigheid en de ontleding van de behoeften inzake voorkoming;
- het aanleggen en het bijhouden van documentatie betreffende de preventie evenals het tot stand brengen en onderhouden van de nodige nationale en internationale contacten;
- de omschrijving en de multidisciplinaire planning van een nationaal beleid inzake voorkoming van misdadigheid;
- het opzetten of het aanmoedigen van nationale programma's inzake voorkoming, de raming van de onontbeerlijke financiële middelen en de evaluatie van die programma's;

e) l'examen des propositions des commissions prévues à l'article 3 du présent arrêté et la formulation, à l'intention du Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique, qui les transmettra s'il y échet aux autorités intéressées, des propositions en matière de prévention de la criminalité;

f) l'examen et, en cas de besoin, la stimulation et la coordination de projets de prévention locaux et provinciaux.

Art. 3. Il est institué dans chaque province une commission provinciale de prévention de la criminalité ci-après dénommée la « commission ».

Cette commission est présidée par le gouverneur ou par un fonctionnaire délégué par celui-ci.

La commission est composée par le gouverneur de représentants de la gendarmerie, de la police communale et des milieux intéressés.

Le gouverneur peut inviter des experts à prendre part aux réunions de la commission.

La commission se réunit au moins une fois par trimestre, sur convocation du président.

Le gouverneur met le personnel administratif nécessaire à la disposition de la commission.

Art. 4. Les commissions provinciales ont pour mission :

a) d'étudier et d'évaluer la criminalité dans la province et d'analyser les besoins en matière de prévention;

b) de préparer et d'encourager les programmes provinciaux de prévention, dans le cadre de la politique nationale;

c) d'établir et d'entretenir les contacts avec les parties intéressées par la prévention;

d) d'assister les services de police dans leurs projets de prévention, de les examiner et, en cas de besoin, de les coordonner;

e) d'évaluer les projets et de les communiquer au conseil.

Art. 5. Les commissaires d'arrondissement et les bourgmestres organisent, selon les besoins, des réunions avec les autorités de police et avec toute personne dont la collaboration s'avérerait utile, en vue de l'élaboration, de l'encouragement ou de la coordination de mesures et actions préventives, visant en particulier les situations et besoins locaux. Ils transmettent en outre aux commissions toutes propositions et recommandations utiles.

Art. 6. Le Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique peut organiser des cours de prévention de la criminalité et stimuler la participation de fonctionnaires et de membres de la police à des stages et cours à l'étranger.

Art. 7. Les frais de fonctionnement du conseil et des commissions sont à charge du budget du Ministère de l'Intérieur et de la Fonction publique.

Art. 8. Notre Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Motril — Espagne, le 6 août 1985.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre
et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique,
Ch.-F. NOTHOMB

MINISTRE DE L'EDUCATION NATIONALE
ET « MINISTERIE VAN ONDERWIJS »

F. 85 — 1733

30 AOUT 1985. — Arrêté royal
portant exécution des articles 59, 60 et 61 de la loi du 21 juin 1985
concernant l'enseignement

BAUDOIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 21 juin 1985 concernant l'enseignement;

Vu l'avis favorable de l'Inspection des Finances, donné le 25 juillet 1985;

Vu l'avis du Ministre du Budget, donné le 27 août 1985;

e) het onderzoek van de voorstellen van de in artikel 3 van dit besluit bedoelde commissies en het formuleren van voorstellen inzake voorkoming van misdadigheid, ten behoeve van de Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt die ze in voorkomend geval aan de betrokken instellingen zal verzenden;

f) het onderzoek, en indien nodig, het stimuleren en het coördineren van lokale en provinciale preventieprojecten.

Art. 3. Er wordt in elke provincie een provinciale commissie voor het voorkomen van misdadigheid ingesteld, hierna de « commissie » genoemd.

Deze commissie wordt voorgezeten door de Gouverneur of door een door deze gemachtigde ambtenaar.

De commissie is samengesteld door de Gouverneur uit vertegenwoordigers van de rijkswacht, van de gemeentepolitie en van de betrokken kringen.

De Gouverneur kan deskundigen verzoeken aan de vergaderingen van de commissie deel te nemen.

De commissie vergadert tenminste eenmaal per kwartaal en wordt daartoe door de voorzitter bijeengeroepen.

De Gouverneur stelt het nodige administratief personeel ter beschikking van de commissie.

Art. 4. De provinciale commissies hebben tot taak :

a) de misdadigheid in de provincie te bestuderen en te evalueren en de behoeften inzake voorkoming te ontleden;

b) de provinciale programma's inzake voorkoming voor te bereiden en aan te moedigen in het kader van het nationaal beleid;

c) de contacten tot stand te brengen en te onderhouden met de in de voorkoming geïnteresseerde partijen;

d) de politiediensten in hun preventieprojecten bij te staan, ze te onderzoeken en ze zo nodig te coördineren;

e) de projecten te evalueren en ze aan de raad mede te delen.

Art. 5. De arrondissementscommissarissen en de burgemeesters beleggen, volgens de behoeften, vergaderingen met de politieoverheden en met ieder andere persoon wiens medewerking nuttig mocht blijken, met het oog op het uitwerken, het aanmoedigen of het coördineren van preventieve maatregelen en acties welke voornamelijk zijn afgestemd op de lokale toestanden en behoeften. Zij zenden daarenboven alle nuttige voorstellen en aanbevelingen over aan de commissies.

Art. 6. De Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt kan cursussen inzake voorkoming van misdadigheid organiseren en de deelneming van ambtenaren en van leden van de politie aan stages en cursussen in het buitenland stimuleren.

Art. 7. De werkingskosten van de raad en van de commissies zijn ten laste van de begroting van het Ministerie van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt.

Art. 8. Onze Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Motril — Spanje, 6 augustus 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt,
Ch.-F. NOTHOMB

MINISTERIE VAN ONDERWIJS
EN « MINISTERIE DE L'EDUCATION NATIONALE »

N. 85 — 1733

30 AUGUSTUS 1985. — Koninklijk besluit tot uitvoering
van de artikelen 59, 60 en 61 van de wet van 21 juni 1985
betreffende het onderwijs

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 21 juni 1985 betreffende het onderwijs;

Gelet op het gunstig advies van de Inspectie van Financiën
gegeven op 25 juli 1985;

Gelet op het advies van de Minister van Begroting gegeven op
27 augustus 1985;